

OPINION

redaction.union@sonapresse.com

Surenchères du temps électoral et irréductibilité de l'espoir

Par Flavien ENONGOUÉ *

LE constat est d'évidence : à mesure que la fièvre électorale monte, la parole politique toxique gagne irrémédiablement du terrain. Dans ce contexte, il fallait bien qu'à un moment, la question délétère des origines s'invitât spectaculairement dans des conversations de salon, se mêlât au bruit des maquis et saturât les réseaux sociaux, espace de prédilection de sa diffusion. L'affaire Ousmane Cissé, du nom de l'éphémère directeur général de la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) – emporté par la vague de contestation populaire de ses origines et de ses qualités managériales –, est devenue, pour beaucoup, le prétexte idéal pour se livrer à la désignation bruyante des "étrangers indésirables", supposés encombrer les allées du pouvoir.

À vrai dire, cette question délétère des origines, obéissant à la logique "d'exaltation des passions furieuses", est politiquement rémanente dans notre pays depuis au moins une trentaine d'années. On a peine à imaginer aujourd'hui qu'au début des années 1990, surtout dans le contexte de l'élection présidentielle du 5 décembre 1993, Omar Bongo fut considéré comme un étranger indésirable par la "presse bleue" (La Clé et Le Bûcheron) : tantôt Congolais, tantôt Centrafricain. En réplique, La Relance, journal du Parti démocratique gabonais (PDG), n'hésita guère à prêter à Paul Mba Abessole, le principal challenger d'Omar Bongo, des origines équato-guinéennes. D'autres acteurs politiques de premier plan firent par la suite l'objet d'accusations similaires, tout aussi fantaisistes : c'est le cas notamment de Pierre Mamboundou, tenu pour un Congolais, et Guy Nzouba Ndama pour un Centrafricain.

Dans un passé relativement récent, l'indigeste feuilleton politique de mise en cause de la gabonité d'Ali Bongo Ondimba, produit à la faveur de l'élection présidentielle anticipée d'août 2009, fut rediffusé en 2016,

enrichi notamment d'épisodes judiciaire et diplomatique. Il s'accompagna de l'accusation d'avoir livré les rênes du pays à une "légion étrangère", à un "groupe de gens pratiquement apatrides et mafieux", selon les mots fameux du candidat Jean Ping. En ligne de mire, Maixent Accrombessi et Liban Solomon, respectivement d'origine béninoise et somalienne, alors directeur de cabinet et chef de cabinet du président de la République.

Une analyse objective du discours de la revendication et de la défiance politique développé au Gabon durant cette période donne à voir une inscription dans le lexique politique, à travers la fameuse "fenêtre du dicible" (Joseph P. Overton), des logiques et pratiques d'exclusion fondées sur les origines, en l'occurrence étrangères. L'efficacité est d'autant plus assurée que l'entreprise est portée dans l'opinion par des leaders capables d'influencer significativement les citoyens, notamment les électeurs. C'est bien connu que, dans le contexte africain où prédomine l'oralité, les mots prononcés ont un pouvoir certain dans le façonnement des consciences, surtout quand la radicalité de la parole devient une rhétorique au service de la stratégie de conquête du pouvoir. C'est que le principal objectif visé est d'alimenter les ressorts de la détestation de l'adversaire par la majorité de l'opinion publique. Ainsi que le notait l'écrivain franco-libanais Amin Maalouf : "Les paroles, bonnes ou mauvaises, sont comme les flèches, quand on en tire plusieurs, il y en a bien une qui atteindra son but."

Seulement, la parole politique toxique peut parvenir un temps à séduire un grand nombre de personnes, mais jamais à les convaincre dans la durée. Et ce serait faire fausse route, du côté du pouvoir, que de choisir d'y répondre dans le même registre ou de se murer dans un parfait silence. Il faut plutôt parier constamment sur l'intelligence de l'opinion publique, son sens de discernement, au besoin en

reconnaissant les éventuelles erreurs commises dans l'œuvre accomplie, qui comporte également des réussites éclatantes. Cette mission de porter la parole juste dans l'opinion incombe prioritairement à ceux qui ont, selon Philippe Baud, "l'aptitude à identifier les arguments efficaces, à désamorcer les critiques explosives, à traduire en termes accessibles et acceptables par le maximum de citoyens les questions à traiter ou la nature des décisions à prendre". Il en résulte, à mon humble avis, que la communication politique est aujourd'hui la sœur jumelle, sinon la fille aînée de la politique. Au stade actuel, c'est-à-dire à quelques mois seulement des échéances électorales, la réflexion et l'action en cours dans les états-majors politiques doivent être résolument portées sur la création des conditions de l'esprit de victoire. À cet effet, il m'a été donné d'apprendre que, du côté du pouvoir, il serait envisagé de tabler exclusivement sur l'action des membres des organes exécutifs et délibérant du Parti démocratique gabonais (PDG), afin d'éviter la réédition du rôle pour le moins nocif joué par nombre d'associations lors de la campagne électorale de 2016. Cette position parfaitement compréhensible n'est malheureusement pas sans risque politique : la mise à l'écart a priori d'autres éventuels relais crédibles et efficaces, qu'ils soient membres des partis de la majorité, ou des compagnons de route officiant dans la société civile. C'est un fait que, ici comme ailleurs, la mobilisation partisane est certes indispensable, mais logiquement insuffisante pour gagner une élection car, parmi les votants, les militants des partis sont infiniment moins nombreux que les autres. Il n'était donc pas surprenant, dans la perspective des échéances électorales à venir, d'entendre le président Ali Bongo Ondimba exhorter les siens, dans son discours de clôture du 12e Congrès ordinaire, le 24 décembre 2022, à investir massivement le terrain, en allant à la rencontre de tous les concitoyens sans a priori partisan :

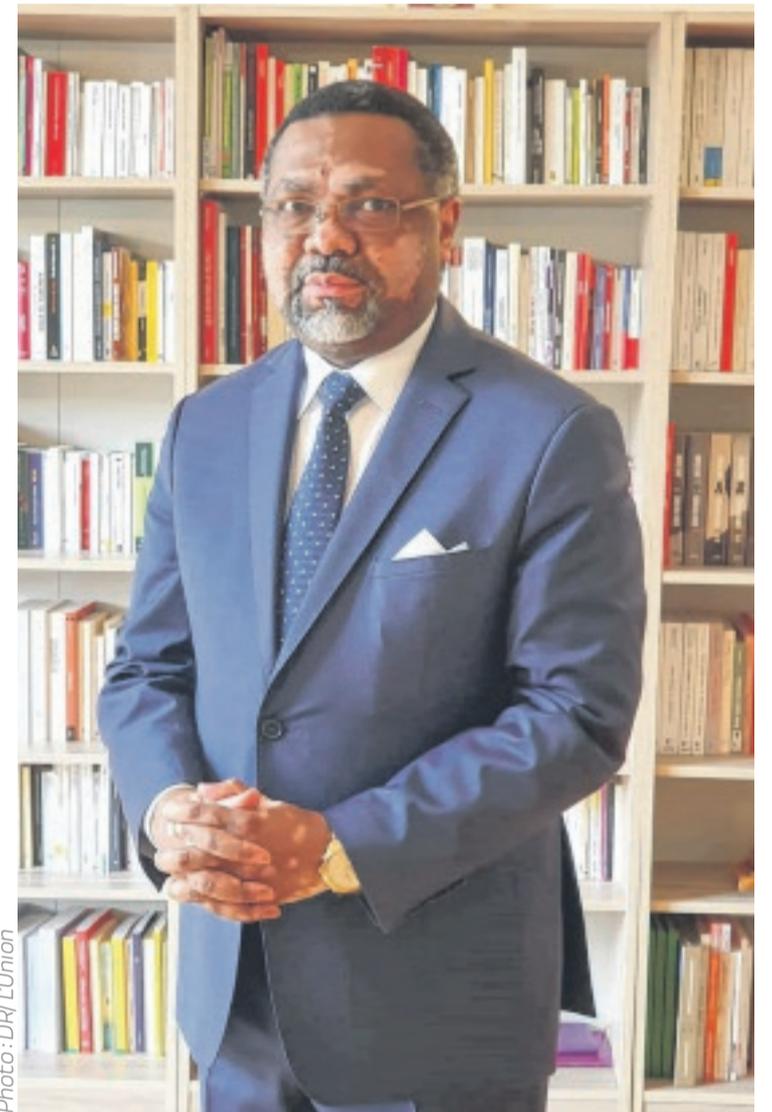


Photo : DRI / L'Union

"C'est sur le terrain, quartier par quartier, rue par rue, maison par maison, que nous les convainçons de voter pour notre parti, pour nos candidats". L'objectif visé est l'obtention d'un vote qui soit majoritairement d'opinion, dans la mesure où, c'est essentiellement l'orientation politique qui "lie les voix entre elles" ; tout le contraire de "la démocratie de l'entre-soi", pour reprendre le beau titre du livre coordonné par Pascal Perrineau et Luc Rouban (Paris, Presses de Sciences Po, mars 2017)

Ce répertoire de mobilisation, connu sous le vocable de "porte-à-porte" (PAP), avait été expérimenté avec succès par le candidat Barack Obama en 2008, au prix d'un recours massif aux bénévoles. Il repose sur l'écoute active des populations cibles, en vue de cerner leur opinion, et d'ajuster éventuellement le projet politique proposé à leurs principales

attentes. Pour déclencher l'esprit de victoire dans l'état-major politique, et faire partager à l'opinion l'irréductibilité de l'espoir (François Bert), il importe donc de procéder minutieusement à l'identification préalable des relais crédibles et efficaces, capables d'une telle écoute active. Se pose in fine la question des critères d'identification. Outre le nécessaire charisme, on peut convenir avec Adrien Louis pour considérer que : "le courage face au danger, la fidélité à la parole donnée, ou le sentiment de l'honneur sont autant de vertus qui d'une part sont difficiles à feindre, et qui d'autre part sont suffisamment reconnaissables" (cf. Les meilleurs n'auront pas le pouvoir, Paris, PUF, mars 2021, p. 88).

*Ancien ambassadeur, maître-assistant de philosophie politique à l'Université Omar Bongo (UOB)